

Commentaire de :
Que signifie, aujourd'hui, la référence à Marx ?
d'Alain Badiou

A.B. : Faute de se souvenir que le vrai titre du Capital est « critique de l'économie politique », on a souvent réduit Marx à une pensée analytique de l'organisation économique des sociétés. Il s'est finalement retrouvé, au milieu notamment de ses ennemis de toujours, comme un auteur des parcours académiques en sciences sociales. Cette académisation de Marx a permis de le séparer de ses vrais descendants : Lénine, ou Mao, et donc de lui épargner leur sort de maudits « totalitaires ».

Mais la vie, l'action et les écrits de Marx témoignent du contraire. Le but qu'il poursuivait sans faiblesse était la naissance et le déploiement d'une organisation internationale des prolétaires. Il a été avec Engels -- comme plus tard le furent Lénine avec Trotski, Mao avec Chou En Lai, Castro avec Che Guevara -- le militant, le dirigeant, des efforts pour atteindre ce but dans les conditions de son époque, où l'Idée communiste faisait son apparition.

D.M : Il me semble aussi que c'est un point important et en quelque sorte propédeutique de souligner que Marx, conçut son « opus magnum » comme critique de l'économie politique, dans la continuité de sa critique de la philosophie du droit de Hegel, de la critique de la critique de Hegel par Feuerbach, etc. et non comme économiste (d'où l'inconsistance de la question « y-a-t-il une philosophie de Marx ? »). Mais il est non moins juste de souligner qu'en dépit de la brillante carrière universitaire et mondaine qu'il pouvait espérer, Marx a, dans la logique de son parcours social et intellectuel, tourné le dos à cette orientation de sa vie qui fut avant tout celle d'un intellectuel militant, communiste et complètement réfractaire à l'institution universitaire (comme aux clercs qui y professaient). C'est aussi un des fondements de ma réfutation de la « récupération » des travaux de Marx par l'appareil académique. Une récupération qui est du reste un trait historiquement daté de la deuxième moitié du 20ème siècle, spécialement en France, comme vous êtes bien placé pour le savoir.

Il me semble non moins important de souligner que la production intellectuelle de Marx, du fait même de cette circonstance et de la nature de son contenu théorique, posait les bases de ce qu'auraient pu devenir « les sciences humaines ». Une théorie rendant intelligible le système historique de l'homme (*des hommes* aurait dit Marx) si ces sciences « humaines et sociales » ne s'étaient pas constituées, sous la pression du conflit, en tant que cénacle de chaires, garantissant leur innocuité. Dans l'ambiance de positivisme libéral de la fin du 19ème siècle, et face aux surgissements révolutionnaires qui marquèrent encore le début du 20ème siècle il fallait bien cette fédération de disciplines universitaires pour défendre les positions de la bourgeoisie, désormais classe dominante, face aux conséquences de la lutte des classes sur le théâtre des opérations idéologiques.

Il me semble également parfaitement juste de souligner que le « statut » et la stature historiques et intellectuels, pour le moins intimidants, de Marx, ont permis, au fil de la longue période réactionnaire petite-bourgeoise qui a démarré à la fin des années 1960 et qui s'est poursuivie et amplifiée jusqu'à ce jour, de le distinguer de ses plus fidèles et éminents continuateurs ayant marqué l'histoire, et singulièrement l'histoire des luttes de libération **nationale** et des révolutions populaires inscrites dans ce cadre historique de décolonisation.

Marx échappa donc, en effet, à l'opprobre et à l'infamie « totalitaire » dans lesquels furent jetés tous les révolutionnaires conséquents qui pourtant se revendiquèrent de lui.

Cela a abouti à ce paradoxe que la représentation d'un Marx « spectral » a fait floresse depuis la fin de ces années là dans le landernau intellectuel qui, sans doute par constance avec sa post-modernité plus ou moins assumée, se plaisait, à l'occasion, à se reconnaître comme « post-marxistes » (et « antitotalitaires »). En bref, c'était Marx comme « idée » mais sans le communisme (ni la logique dialectique, ni la théorie de la valeur, ni l'aliénation, ni le matérialisme, etc.), finalement réduit à la seule puissance des spectres : l'imaginaire... Qui plus est un imaginaire petit-bourgeois qui de Marx ne conservait que « l'ordre symbolique ». D'où la grande névrose dépressive que je ne vous fait pas l'injure de référencer.

Mon objection sur votre propos liminaire porte donc sur la manière dont vous semblez opposer :

- Le Marx « analytique » - initiateur de la critique matérialiste et dialectique du rapport social, d'abord en tant que rapport de production, et comme critique de la philosophie du droit hegelien, donc « du politique »,
- au Marx « militant politique », actif contributeur d'un vaste mouvement communiste, organisant politiquement et fédérant le prolétariat mondial.

Il semble pourtant assez constant que l'un ne va pas sans l'autre, qu'il n'y a qu'un seul Marx et que le développement de sa réflexion théorique ne saurait masquer cette unité. Marx vieux et Marx jeune demeurent le même Marx, de même le Marx anti-philosophe de l'idéologie allemande est le même Marx de la critique du programme de Gotha, et ils sont parfaitement homogènes dans leur développement. Ce point me semble d'autant plus important à souligner que ce sont des dichotomies abusives qui ont servi d'argument aux scolastes pour justifier leur récusation de celui « des Marx » qui les invalidait. Pourtant Marx était parfaitement clair et explicite là-dessus :

« Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État - ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. »

Je soupçonne d'ailleurs que cette « clarté et distinction » a contribué à la faible dilection des clercs à son égard. Les tenants des sinécures académiques s'accommodent bien mieux des eaux troubles pour donner l'illusion de la profondeur à leurs péroraisons auto-reproductrices.

Mais, encore une fois, avec Marx, les choses, d'emblée, étaient claires :

« Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. »

C'est cette présentation phénoménologique, par Marx lui-même, de la portée et de la place de *l'idéologie* qui me fonde à contester l'orientation « idéaliste » qu'en insistant sur *l'idée* communiste, vous semblez donner au communisme « matérialiste » de Marx. Je ne sépare pas l'idée communiste du système anthropologique de Marx où elle prend son sens, toujours fécond aujourd'hui. Je ne vois pas comment on pourrait, autrement, combattre et disqualifier le délabrement idéologique et politique des prétendus communistes actuels, à commencer par l'appareil du PCF, sans parler des innombrables sectes et chapelles anarcho-trotskyistes.

A.B : Je voudrais citer ici deux passages du Manifeste qui, à mes yeux, concentrent l'orientation fondamentale qui nous rattache encore à Marx. Ma première citation sera :

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général. Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1° Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat. 2° Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement en général.

Et la deuxième :

En somme, les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre de choses social et politique existant. Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété, quelle que soit la forme plus ou moins développée qu'elle ait revêtue, comme la question fondamentale du mouvement.

En somme, le militant participe à tous les mouvements dans lesquels la subjectivité dominante semble être une opposition réelle à l'ordre dominant.

D.M : Je ne vois aucune objection à concentrer notre attachement à Marx sur ces deux passages du Manifeste. Comme le reste du texte dont ils sont extraits, ils expriment une ligne idéologique et politique marxiste qui est celle que j'ai depuis toujours acculturée. J'ai juste une réserve quant à votre usage du prédicat « dominant ». Marx le réserve aux positions des adversaires qu'oppose la lutte des classes et dans une perspective qui consiste à renverser la domination de la classe bourgeoise par celle des prolétaires (et par la nécessaire *dictature* du prolétariat). De manière complètement étrangère à cette logique sémantique de Marx, la névrose phobique de la « domination » s'est répandue depuis les années 70 parmi la petite bourgeoisie intellectuelle comme substitut commode de *l'exploitation* et comme placebo et exutoire universel de leur conscience malheureuse de *libéral-libertaire*.

En revanche je suis bien d'accord avec vous que la question de la *propriété*, comme *rapport social*, est bien au cœur de ce conflit, en tant qu' « *expression juridique des rapports de production existants* ». « L'opposition réelle à l'ordre dominant », sans plus de distinction, m'apparaît donc comme une généralité, à mes yeux confuse, qui pourrait accréditer toutes sortes de mouvements qui me répugnent profondément et qui sont aux antipodes de Marx.

Si donc nous voulons actualiser le propos de Marx, je dirai que déterminer cette « opposition » comme « réelle » ne suffit pas (même au sens de *l'effectivité* hegelienne). Pas davantage la détermination de « dominant » pour « l'ordre » qui ne produit au fond qu'une figure tautologique.

Sous le rapport de la *propriété*, donc « classiquement » de la propriété en droit des moyens de production, la *ligne de démarcation* me semble bien mieux tracée autour de ceux qui dénoncent le *parasitisme* des « *actionnaires* » (donc des capitalistes) et donc leur dénie tout droit de propriété à ce titre. Ce qui, incidemment, me semble un fondement théorique consistant pour votre appel à la défense des services publics. De plus « ça ratisse large » car l'exclusion de l'actionariat du droit à la propriété, au-delà du prolétariat, cela favorise objectivement la plus grande partie des classes moyennes « laborieuses » (libéraux, indépendants, commerçants, petits entrepreneurs autonomes, fonctionnaires, etc.). Marx, le Marx « militant » (suivi par Lenine) insistait d'ailleurs sur le fait que :

« Dans le *Manifeste communiste*, il est dit : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire*. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. »

La bourgeoisie est ici considérée comme une classe révolutionnaire, - en tant qu'elle est l'agent de la grande industrie, - vis-à-vis des féodaux et des classes moyennes résolus à maintenir toutes les positions sociales qui sont le produit de modes de production périmés. Féodaux et classes moyennes ne forment donc pas avec la bourgeoisie une même masse réactionnaire.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute que « les classes moyennes... sont révolutionnaires... en considération de leur passage imminent au prolétariat ». De ce point de vue, c'est donc une absurdité de plus que de faire des classes moyennes, conjointement avec la bourgeoisie, et, par-dessus le marché, des féodaux « une même masse réactionnaire » en face de la classe ouvrière.

Lors des dernières élections, a-t-on crié aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux paysans : " Vis-à-vis de nous, vous ne formez, avec les bourgeois et les féodaux, qu'une seule masse réactionnaire" ? »

Combattre et récuser le droit de propriété au seul titre d'actionnaire c'est donc tout simplement appeler à... renverser le capitalisme, ses modalités, ses fondements, son moteur d'accumulation et son mode de production de valeur, en partant des rapports de force « réels » qui animent la société civile.

A.B : Mais ils y observent et tentent par tous les moyens d'y faire prévaloir trois principes :

1. L'internationalisme, qui exclut que le mouvement laisse place au nationalisme, à la mention, par exemple, de « la France » et de ses intérêts, y compris sous la forme actuelle du fétichisme de « notre république », ou sous le couvert, qui en est la variante négative, et « de gauche » tout autant de d'extrême-droite, de l'Europahobie. Encore moins pourra-t-on tolérer tout ce qui relève des traces du colonialisme : le racisme, l'islamophobie, et autres ingrédients de la réaction contemporaine.

D.M : Objections

1) Si il ne semble pas douteux que l'internationalisme est intrinsèquement un principe et une méthodologie qui, pour Marx, doit orienter l'action militante des communistes, il n'en tire pas pour autant les conséquences pratiques et locales que vous évoquez, et singulièrement pas dans le passage sur lequel nous avons convenu de nous « concentrer ».

Le chauvinisme national ou religieux, le malthusianisme « écologiste » (ou « décroissant »), le racisme, l'islamophobie, le colonialisme, le sionisme, les intégrismes de toutes chapelles, le communautarisme, la xénophobie en général et celle que pourrait désigner l'europhobie en particulier (comme forme de xénophobie), etc. relèvent évidemment des postures idéologiques récusées par Marx et ne figurent assurément pas au « bréviaire » activiste qu'il a proposé aux militants communistes.

Mais, dans le passage du Manifeste qui nous intéresse, aussi bien que dans tout le corpus de Marx, le principe à l'œuvre et qui subsume (pour parler comme Zizek) tous les autres, est celui de *classe* et toujours il est associé au *rapport social de production*, par le biais de *la lutte de classes*.

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général ».

Ça dit bien ce que ça veut dire... mais ça n'est pas ce que vous écrivez. L'internationalisme vise et concerne ici, explicitement, *les partis ouvriers et le prolétariat en général* donc les catégories déterminées par le *rapport de production* qui les implique, comme leurs modalités de représentation. Toutes celles que vous convoquez relèvent pour Marx de *l'idéologie* au sens *subordonné* qu'il lui donne : **« les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. »**.

Le militant communiste, qui a acquis une conscience politique sous ces formes de représentation, aura parfaitement compris que la solidarité qu'implique ce conflit, au-delà des frontières et des ensembles nationaux, est une *solidarité de classe*, dont les contours territoriaux et les limites ne sont pas dessinés par les intérêts nationaux (ou de culture, religion, race, ethnie, etc.) mais par les intérêts de classe.

2) L'internationalisme de Marx est donc transversal aux frontières et aux nations mais pas aux classes et comme le dit Marx, dans le même Manifeste et très précisément sur le thème sur lequel nous nous concentrons : « *La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.* »

3) pour Marx aussi bien que pour Hegel, *Le politique*, comme le rappelait fort justement Bernard Bourgeois (à la librairie), relève de *l'institution* et réciproquement. L'institution sociale conditionnant l'expression du politique est nécessairement pour eux : *la Nation*. Et ce dans une logique *performative* où « dire c'est faire » : le droit est institution par ce qu'il est national et réciproquement. Ainsi la Nation permet et commande que l'État dise le droit, à commencer par le droit de propriété. Or, pour Marx, le droit de propriété est bien la pierre angulaire du politique en tant qu'il désigne et détermine le rapport réel concret (de production collective de nos vies d'hommes) dans ce qui est institué (donc performatif) du rapport social. Il acte en quelque sorte *l'État* des rapports de forces en présence, au sein de la lutte des classes. C'est même ce qui définit la Nation : comme ce qui porte l'institué, qui permet ainsi qu'il y ait un droit à énoncer et une formation sociale à quoi l'appliquer . C'est ici la Nation et non *l'État* qui n'est que la « forme nécessaire » que se donne la Nation.

4) Dans sa critique de Hegel, Marx conçoit le dépérissement de l'État, mais pas de corollaire quant à la Nation. C'est bien pourquoi, toujours dans le même Manifeste, Marx prend la question « à bras le corps » dans un passage à bien des égards très clairvoyant en regard des développements actuels :

« *En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.*

*Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, **devenir lui-même la nation**, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.*

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

[...] Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. »

Pour Marx demeurent les nations quand s'y sont instaurées les sociétés communistes, sans classe... Comme chez Hegel les États-nations sont nécessaires et consubstantiels aux « *sociétés civiles* » que l'histoire a constitué et doté d'institutions. Si le politique à lieu d'Être, c'est ce lieu là. C'est celui où doivent s'élucider « *les rapports juridiques - ainsi que les formes de l'État* ». Et pour la bonne est simple raison qu'il en faut un et que sans nation on se demande bien ce que ça pourrait être...

Ainsi, le dépérissement des États bourgeois, annoncé par Marx, a pris le tour « globalisé » que chacun peut observer aujourd'hui ; activement opéré par la concentration du capital et le creusement de la dette publique. La domination de classe étant déléguée à un appareil d'État impérial centralisé (à Washington) tandis que les anciens empires centraux et coloniaux étaient progressivement dépouillés et vassalisés (déjà depuis 1917 et plus encore 1945).

Il s'ensuit de tout ce qui précède que, si on suit Marx :

- L'abolition, par la lutte des classes, de l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur de la Nation, précède nécessairement et conditionne la fin de l'antagonisme entre les nations qui n'est possible qu'entre des nations où cette exploitation aura été préalablement abolie.

- Le *dépérissement de l'État bourgeois* n'est pas celui de la Nation mais de la forme politique instituée. Il n'est pas le fait de la « subversion » supposément anti-capitaliste mais bien plus sûrement de la détermination accumulatrice (et impérialiste) du capitalisme qui s'institue lui-même et se poursuit *en cet État*.

Ceci est parfaitement homogène à la forme de « privatisation » de l'État que nous observons aujourd'hui dans les vieilles nations européennes dont est issu l'impérialisme étasunien, comme dans les nations issues de la décolonisation des empires déclinants, au profit du même impérialisme étasunien. C'est ce qu'on désigne communément aujourd'hui comme mondialisation libérale mais, pour Marx, le phénomène était déjà inscrit dans la compulsion accumulatrice de l'ère capitaliste, dès les premiers développements du processus d'expansion coloniale à la fin du XV^{ème} siècle.

Je pense utile de rappeler également que, dans la première décennie du XXI^{ème} siècle, le processus d'endettement généralisé (engagé au milieu des années 70) a atteint ses limites internes (avec notamment les crises de 2008-2012) mais le seul service de la dette publique déjà accumulée suffisait à poursuivre et approfondir l'aliénation des États-Nations périphériques. La dette US devint, comme disait, Marx « la seule partie de la richesse [mondiale] qui entraînait réellement dans la possession collective des peuples modernes... » aussi, ironise Marx « le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable ».

Pour les principaux États Européens le processus de dé-nationalisation n'a pas pris seulement la forme de prédation, par voie de privatisation voire spoliation pure et simple, d'actifs d'entreprises et d'infrastructures relevant du bien public et des investissements collectifs de la Nation. Il s'est accompagné de la cession progressive des charges régaliennes jusque là préservées par les limites de subsidiarité admises jusqu'au traité de Maastricht : création de monnaie, défense extérieure, services publics : communications, postes, transport, énergie, éducation et bientôt santé, voire police, etc.

Pour réaliser ce programme (pour qu'il ait « lieu d'Être ») il fallait une institution supra-nationale « ad hoc » c'est ce qui a motivé, dès la fin de la première guerre mondiale le projet euratlantiste étasunien, visant déjà à isoler les nations réfractaires, à commencer par la Russie des soviets. On redoubla d'effort après la victoire soviétique sur le nazisme. Ce fut le moment de la guerre froide avec ses institutions : l'OTAN et l'U.E.

Ces projets furent entravés et différés pendant la période gaullo-communiste, contrariés qu'ils étaient par les convergences nationaliste des deux principales forces sociales et politiques en France. Depuis les années 1980 l'alternance aux affaires européennes des représentants des diverses couches moyennes a redonné du « mou » au projet impérialiste supra-national, totalement libéré quelques années plus tard par la fin de l'URSS. On en est là ...

A.B : 2. La subordination de ce qui est une nécessité tactique à la stratégie d'ensemble, le « mouvement en général », qui vise l'affaiblissement d'abord, la destruction enfin, de l'ordre capitaliste et bourgeois. On évitera toute forme de soutien constant, notamment électoral ou syndical, avec des forces dont il est évident que leur but n'est que de conquérir des positions de pouvoir à l'intérieur de l'ordre dominant. On ne fera en particulier nul usage de la catégorie sous laquelle se présentent toutes les trahisons, à savoir la catégorie de « gauche ».

D.M : C'est là une interprétation qui sollicite pas mal le texte de Marx mais qui me semble bien homogène avec sa logique, telle qu'on peut l'appliquer à « l'idéologie française » actuelle, et avec l'analyse de Lenine (dans « que faire »).

J'ai rédigé dernièrement (à la demande de mes camarades russes) un article de vulgarisation sur cette catégorie « imaginaire » de « gauche » et sa résultante macroniste (en pièce jointe) ; un article où je vous cite et qui rejoint votre conclusion. Il reste que ce serait faire preuve, selon moi, d'un dogmatisme absurde que d'ignorer le fait que les épisodes électoraux participent du « mouvement général » dont ils sont une des représentations déterminantes.

Ma pente hegelienne m'incite donc à toujours considérer la puissance du négatif qu'il est possible de mobiliser en ces circonstances pour « *l'affaiblissement d'abord, la destruction enfin, de l'ordre capitaliste et bourgeois* ». De ce point de vue il ne s'agit évidemment pas d'appeler à voter (pour qui que ce soit), précisément pour les raisons que vous évoquez, mais plutôt de favoriser l'hypothèse la plus négative pour l'ordre capitaliste et bourgeois.

À titre d'exemple, dans les dernières circonstances présidentielles, l'abstention était une option particulièrement redoutée par la classe dirigeante, au motif qu'elle aurait supposément favorisé l'élection de Le Pen. Ma position d'abstentionniste (non dogmatique) m'a donc conduit à recommander de ne pas voter mais, pour les votants compulsifs, à les inciter à voter « contre Macron », donc forcément à ne pas voter pour ceux qui tels Melenchon appelaient à voter *pour eux-mêmes* « pour faire barrage à Le Pen », autrement dit appelaient à voter « pour Macron » puisque appeler à « pas une voix pour Le Pen » c'était appeler à ne pas s'abstenir et donc voter nécessairement Macron au 2ème tour (voire au 1er, pour plus de « sureté »).

En définitive cette rhétorique « de front républicain » (en réalité petit-bourgeois), aboutit toujours à des postures bouffonnes, telle celle d'un François Ruffin, appelant à « voter Macron pour mieux le combattre ensuite »... C'est ce que j'avais également objecté à mes petits camarades de la CGT (lors du 1er mai 2017) qui tels Ruffin, le PCF, les derniers godillots socialistes, la droite « républicaine », etc. se sont retrouvés contraints à appeler à voter Macron au deuxième tour, dans la logique de leur posture du premier.

A.B : 3. La question de la propriété bourgeoise et de l'absolue nécessité de son abolition. Marx indique que ce principe doit prévaloir quelle que soit la forme plus ou moins développée qu'elle (la propriété) a revêtu. Aujourd'hui, cette forme est littéralement extrémiste : dans le monde, une centaine de personnes possèdent autant que deux milliards d'autres. Le gouvernement Macron veut nous aligner sur ce genre de norme. D'où l'impératif militant : dans tout mouvement, aujourd'hui, affirmer un rejet total, non seulement des privatisations en cours (de l'Université, de la SNCF, des hôpitaux...), mais de toutes celles auxquelles la gauche comme la droite ont contribué depuis 1983. Et proposer les formes neuves de l'appropriation collective de tout ce qui relève du bien public. Prioritairement : enseignement, santé, transports autres que familiaux, communication (poste, téléphone et réseaux internet), énergie, eau potable.

Dans le cadre de la lutte entre la voie capitaliste aujourd'hui dotée d'une puissance sans précédent, et la voie communiste à reconstruire, Marx nous indique non seulement ce que doit être le cadre de notre pensée, mais plus encore l'orientation générale de nos actions.

D.M : Bien peu de divergences sur ce dernier point, sinon que la « norme » que vous stigmatisez est bel et bien appliquée et depuis un bon moment, puisque c'est la « norme européenne »... il reste que cette proposition « *affirmationiste* » me semble quand même dépourvue de méthodologie quant à la tâche qu'elle désigne comme prioritaire.

Pourtant, ce qu'on peut tirer de l'heuristique de Marx c'est que ces *formes neuves* que vous convoquez doivent cependant préexister aux bouleversements qui les mettront en œuvre, ou au moins « apparaître » concomitamment. Dès lors qu' « *une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir* » et que « *jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.* », il me semble très insuffisant d'en rester au constat déplorable de toutes les régressions que cette formation sociale peut et pourra encore contenir, fut-ce pour les rejeter.

Dans cette même perspective Marx, en bon matérialiste, ajoute, à mon sens très justement, qu'« *il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.* ».

Force est de constater que les « nuits debout », les « fêtes à macron », les « zads » et les divers mouvements « pot au feu » de frustration/gesticulation « citoyennes », par la vacuité de leur contenu et l'impotence de leurs acteurs, suggèrent plutôt le contraire. Et, faute de l'émergence d'une conscience partagée de la réalité dans laquelle se déploient ces conditions matérielles, les problèmes sont d'autant moins résolus qu'ils ne sont pas même posés... du moins en des termes susceptibles de résolution.

Vous avez vous-même rappelé, lors de la rencontre avec Zizek, que la philosophie ne servirait pas à grand chose si elle n'avait pour objet que de « poser de bonnes questions ». Zizek ajoutait (en bon hegelien) que la logique dialectique consistait au contraire à formuler les réponses qui impliquaient ces « bonnes questions », à titre de démonstration. Il s'agit donc, à mon avis, de commencer par identifier et formaliser *rationnellement*, à partir des « conditions matérielles existantes » ou « en voie de devenir », celles qui seraient propres à porter les rapports de production, « nouveaux et supérieurs » qu'il nous faut d'ailleurs préalablement concevoir, à partir du « déjà là »... (comme dit Friot).